

CITOYENNETE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Insalubrité continue de la Ville de Kinshasa : Problèmes et perspectives.

Auteur 1 : VANADIAKU KIKOBIA Aimégrâce.

Auteur 2 : ONYUMBE WEDI Jean-Serge.

VANADIAKU KIKOBIA Aimégrâce,

Assistant d'Enseignement, Apprenant à l'Ecole Doctorale en Science Sociale, Politique et Administrative de l'Université Kongo. Il est également Consultant auprès des Partis Politiques et Asbl

ONYUMBE WEDI Jean-Serge

Diplômé d'Etudes Approfondies en S.I.C. et Doctorant à l'Université des Sciences de l'Information et de la Communication, "UNISIC"

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : VANADIAKU KIKOBIA .A & ONYUMBE WEDI .J S (2026) « CITOYENNETE ET DEVELOPPEMENT DURABLE Insalubrité continue de la Ville de Kinshasa : Problèmes et perspectives », African Scientific Journal « Volume 03, Num 35 » pp: 0337 – 0358.



DOI : 10.5281/zenodo.19166157

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

La présente étude porte sur la problématique de l'insalubrité continue de la Ville de Kinshasa, sous le prisme du développement durable. L'objectif poursuivi est de proposer une nouvelle approche de gestion pour faire face à l'insalubrité continue qui touche de la Ville de Kinshasa, en dépit de nombreuses initiatives prises par l'autorité urbaine au cours de dix dernières années. Ainsi, notre double préoccupation spécifique se formule de la manière suivante : *Quelle nouvelle approche de gestion pour résorber l'insalubrité urbaine continue dans la Ville de Kinshasa ? Quels sont les indicateurs de performances clés qui assurent à cette nouvelle approche de gestion, son efficacité managériale ?*

A partir d'une analyse PESTEL de différents paramètres qui président au fonctionnement de la Ville de Kinshasa considérée une structure organisationnelle, l'étude fait un état de lieu de l'insalubrité de la Ville, identifie les causes en analysant par la méthode PESTEL les facteurs internes et externes (Politiques, Économiques, Socioculturels, Technologiques, Écologiques, Légaux) qui influencent l'environnement urbain de Kinshasa. Cette lecture structurale met en exergue les causes complexes dont le manque de volonté politique, la vétusté des infrastructures, l'incivisme et l'impunité en un diagnostic global de la situation.

Dans sa principale conclusion, après avoir passé au crible les différents problèmes qui expliquent la continuité de l'insalubrité de la Ville de Kinshasa, l'étude préconise la mise en œuvre urgente d'un Plan Local et Inclusif de Développement (PLID) dans le contexte de la lutte salubrité publique afin d'aligner des actions écologiques de l'Autorité urbaine (l'autorité politique) et les aspirations des citoyens représentées en Communautés Locales de Développement à partir d'un Cadre Juridique & Financier- Educatif pérenne. Cette gestion s'articulera autour d'une collaboration multisectorielle qui intègre des infrastructures adaptées (politique d'extension de la Ville de Kinshasa vers la partie est), des programmes de sensibilisation continue (participation des différentes forces vives de la société), des politiques de redevabilités réciproques et des instruments économiques et juridiques contraignants (responsabilités gouvernementales).

L'étude recommande la promotion de la culture de l'écosophie sociale pour tous constituera le leitmotiv du développement durable dans la ville de Kinshasa. Elle propose également aux acteurs politiques commis à la mise en place des politiques de gestion, d'opérer une rupture radicale qui se présente comme une refonte radicale des modes de vie et des rapports sociaux des Kinois pour atteindre un développement durable qui dépasse les simples piliers économique, social et environnemental, en interaction avec l'amour de l'environnement et la

prise de conscience du rôle de l'humain pour créer de nouvelles formes de vie durables, solidaires et justes.

Mots-clés : Insalubrité-Ecosophie-Développement durable-Communication citoyenne

Abstract

This study addresses the ongoing problem of unsanitary conditions in the city of Kinshasa, from the perspective of sustainable development. The objective is to propose a new management approach to tackle the persistent unsanitary conditions plaguing Kinshasa, despite numerous initiatives undertaken by the city authorities over the past decade. Our specific two-pronged concern is thus formulated as follows: What new management approach can be implemented to resolve the ongoing urban unsanitary conditions in Kinshasa? What are the key performance indicators that ensure the managerial effectiveness of this new approach?

Based on a PESTEL analysis of the various parameters governing the functioning of the City of Kinshasa, considered as an organizational structure, this study assesses the city's unsanitary conditions and identifies their causes by analyzing, using the PESTEL method, the internal and external factors (political, economic, sociocultural, technological, environmental, and legal) that influence Kinshasa's urban environment. This structural analysis highlights the complex causes, including a lack of political will, outdated infrastructure, incivility, and impunity, in a comprehensive diagnosis of the situation. In its main conclusion, after examining the various problems that explain the continued unsanitary conditions in the City of Kinshasa, the study recommends the urgent implementation of a Local and Inclusive Development Plan (LIDP) within the context of the public health campaign. This plan aims to align the environmental actions of the urban authority (the political authority) with the aspirations of citizens represented in Local Development Communities, based on a sustainable legal, financial, and educational framework. This management will be structured around multi-sectoral collaboration that integrates appropriate infrastructure (the policy of expanding the City of Kinshasa to the east), ongoing awareness programs (involving the participation of various stakeholders in society), policies of reciprocal accountability, and binding economic and legal instruments (government responsibilities). The study recommends that promoting a culture of social ecosophy for all will be the guiding principle of sustainable development in the city of Kinshasa. It proposes a radical shift, a complete overhaul of the lifestyles and social relationships of Kinshasa's inhabitants, to achieve sustainable development that transcends the

simple economic, social, and environmental pillars, interacting with a love of the environment and an awareness of humanity's role in creating new forms of sustainable, equitable, and just life.

Keywords: Unsanitary conditions, ecosophy, sustainable development, citizen communication

Introduction

I. Contexte et justification

La présente étude porte sur la problématique de l'insalubrité continue de la Ville de Kinshasa, sous le prisme du développement durable.

L'objectif poursuivi est de proposer une nouvelle approche de gestion qui relève du management des services publics pour faire face à l'insalubrité continue qui touche de la Ville de Kinshasa, en dépit de nombreuses initiatives prises par l'autorité urbaine au cours de dix dernières années. Ainsi, notre double préoccupation spécifique se formule de la manière suivante : *Quelle nouvelle approche de gestion publique pour résorber l'insalubrité urbaine continue dans la Ville de Kinshasa ? Quels sont les indicateurs de performances clés qui assurent à cette nouvelle approche de gestion, son efficacité managériale ?*

Les premières théories sur la gestion de la cité remontent de l'antiquité avec Socrate, Platon et Aristote, considérés comme les premiers théoriciens ayant réfléchi autour de la problématique de la gestion efficace d'une cité. Pour ne prendre que l'exemple de Platon, il avait imaginé ce qu'il a appelé « *cité idéale* » dans son ouvrage intitulé « *Res publica* » où il commence par chercher à définir la justice, non pas à l'échelle individuelle, mais à celle de la cité. Selon ce penseur, il est plus facile d'identifier la justice dans la structure sociale d'un État que dans l'âme individuelle. Ainsi, il a imaginé alors une cité idéale fondée sur la spécialisation des fonctions. ROMERI L. (2008), « La cité idéale de Platon : de l'imaginaire à l'irréalisable », *Kentron*. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/kentron>.

Par la suite, d'autres critiques, à l'instar de Montesquieu, ont formalisé un modèle de société dont le fonctionnement tiendrait sur des principes et des règles voulus et acceptés par tous. Ainsi, le principe de séparation des pouvoirs divise les fonctions de l'État en trois pouvoirs distincts-législatif (faire les lois), exécutif (appliquer les lois), et judiciaire (interpréter les lois et régler les litiges) - afin d'éviter l'arbitraire en établissant un équilibre par des contrôles mutuels, garantissant ainsi la démocratie et surtout, assurer la liberté des citoyens dans un État

de droit (MONTESQUIEU C- L., 1978 (1748), 2 vol., p. 294. version électronique. Disponible sur : https://classiques.uqam.ca/classiques/montesquieu/de_esprit_des_lois/partie_2/de_esprit_des_lois_2.html)

Au sujet de la citoyenneté, cette notion est au centre de nombreux débats entre hommes politiques, sociologues, historiens et philosophes. Certains s'en félicitent. D'autres s'en désolent ou ironisent sur cet intérêt qui, selon eux, est le signe le plus sûr de la débâcle sociopolitique de la cité. On parle du citoyen quand celui-ci s'efface au profit d'autres formes d'identification de l'individu. Effet de crise ou non, la réflexion sur la citoyenneté ne devrait pourtant être jamais négligée, car elle s'intéresse à l'identité politique de l'individu et, pourtant, au pouvoir dont il dispose pour influencer le cours de sa propre existence et de celle des autres. (GAILLE M., 1999, Pp. 12-23. Disponible sur: <https://doi.org/10.3406/diver.1999.1052>)

Les actes auxquels on a associé par excellence la citoyenneté dans une démocratie sont l'exercice des droits politiques, en particulier le droit de vote qui permet d'élire des représentants, et des droits civils. En retour, le citoyen doit accomplir des devoirs-respecter les lois, payer des impôts et, pour certains, effectuer un service militaire (Idem).

Il y a lieu de rappeler que dans ce contexte, la sociologie contemporaine insiste aussi sur des formes d'action ou des activités du citoyen qui n'ont pas de rapport direct avec l'exercice des droits et l'accomplissement des devoirs. Celles-ci reprennent place dans un « espace » qui n'est ni privé, ni public, mais plutôt de l'ordre du « voisinage » (Ibidem). Elles se développent notamment dans la vie associative, parfois spécifique à un quartier. A travers elles, les citoyens tentent de renforcer, recréer ou faire naître un lien social essentiel au maintien de la démocratie et de la vie politique, de garantir les conditions d'exercice de la citoyenneté pour le bien-être de la communauté. Partant de ce constat, la sociologie est comprise comme l'étude de différentes structures et interactions humaines (comportements, identités, travail, gestion environnementale, etc.) dans toutes leurs dimensions. Cette définition souligne l'aspect sociétal sans lequel il est impossible de parler d'un développement durable dès lors que les différentes structures étudiées par la sociologie sont appelées au changement permanent pour s'adapter aux enjeux de l'ère. (GAILLE M. Op.cit., p.18).

Quant à la théorie sur le développement durable, elle repose sur l'idée de satisfaire les besoins présents sans compromettre ceux des générations futures, intégrant les dimensions environnementale, sociale et économique (les trois piliers). Elle s'articule autour de concepts comme la responsabilité intergénérationnelle, la notion de [limites planétaires](#), et la recherche d'un équilibre entre croissance économique et préservation des ressources naturelles. (PESQUEUX Y., 2016, p.29).

Il s'agit donc d'un modèle de développement qui répond aux besoins actuels des cités, sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs, en trouvant un équilibre entre trois piliers : **l'économie, le social et l'environnement**. Ainsi, les initiatives de développement durable permettent d'assurer l'efficacité économique, l'équité sociale et la soutenabilité écologique pour garantir la pérennité de la planète et une meilleure qualité de vie pour tous prend en compte le processus transformationnel qui intègre différents aspects de la vie sociale notamment sur le plan politique, économique, socio-culturel, touristique, environnemental. (NGANDOMWALI DONDO N-R. et OMANGELO W'OMANGELO J., 2015-2022, Pp.79-98).

De nos jours, bien des personnes averties ont pris conscience de besoin qu'à l'homme de protéger l'environnement contre une exploitation exagérée, ainsi que contre la population et les contaminations. L'homme a besoin de cet environnement pour sa survie (air, eau, nourriture), et les problèmes comme le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution menacent directement notre santé et notre avenir, rendant indispensables des actions individuelles et collectives, comme le recyclage, la réduction des déchets et le respect des lois. (Idem). La présente réflexion se penche sur la problématique de l'insalubrité continue de la ville de Kinshasa. Pareille étude exige que nous nous rappelions en mémoire, les différentes initiatives publiques qui visaient l'assainissement de la Ville-province de Kinshasa, mais qui à ce jour, n'ont pas produit les effets escomptés. En effet, depuis 2006, Kinshasa a vu plusieurs initiatives de salubrité, incluant le PAUK (Programme d'Assainissement Urbain) transformé en PAUK-RAUK, des programmes nationaux comme l'École et Village Assainis, des opérations de terrain menées par des Brigades d'Hygiène et Salubrité, etc. Ainsi, à travers diverses occasions, l'Hôtel de ville a tenté de restaurer la salubrité dans la ville de Kinshasa. Les gouverneurs André Kimbuta, Jean Kimbunda et bien d'autres dans le passé, ont tour à tour lancé les opérations « Kin-Bopeto », « Opération coup de poing etc. ». (KAKESA G-T., 2012, p.42).

Ces différents programmes d'assainissement ont mis en contribution des bulldozers pour démolir les étalages des commerçants, des garages de fortune installés sur les voiries publiques. Et récemment, un « Salongo » obligatoire a été décrété chaque week-end de 7 heures à 10 heures, par l'arrêté n°SC/088 du 10 mai 2010, portant sur mesures collectives d'assainissement à Kinshasa. Pour pérenniser la salubrité dans la ville, cette loi a sollicité l'implication effective de toutes les autorités municipales ainsi que celles de la Police. Bien plus, elle a prévu des « sanctions financières à l'égard des contrevenants, allant de 5 à 100 dollars américains pour les maisons d'habitations, de 100 à 1000 dollars américains pour les maisons commerciales et des

services et de 1000 à 10.000 dollars américains pour les industries. Et en cas de récidive, l'amande sera portée au double du montant originel». (Idem).

Passant au comble le bilan de ces approches, tous les esprits s'accordent à première vue qu'en dépit des multiples mesures de renforcement aux opérations d'assainissement et la présence de certaines structures de salubrité, l'état de lieu de l'insalubrité à Kinshasa reste lamentable. Lors de son adresse au Congrès en date du 08 décembre 2025, le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi a fustigé l'insalubrité catastrophique de Kinshasa, dénonçant le manque de gestion des déchets, les caniveaux obstrués et les risques sanitaires, et a appelé à une tolérance zéro, exigeant des mesures urgentes, une modernisation de l'assainissement, et une mobilisation citoyenne et gouvernementale pour transformer la capitale en une ville propre, propre et digne. (LUKOMBO S., 2025). A en croire cette observation, rien ne semble avoir réussi. Cet échec peut être considéré comme un effet de rejet par la population des contraintes qui pèsent sur elle pour assainir l'environnement. En effet, Guillaume-Trésor Kakesa qui a le mérite de s'être intéressé sur la même préoccupation de recherche, a avancé comme hypothèse que la persistance de l'insalubrité à Kinshasa s'explique par l'absence d'une information utile et pertinente pouvant susciter l'adhésion, à côté desquelles l'on pourrait associer le manque d'organisation et de considération à l'égard du public. (KAKESA G-T. *Op.cit.*, p.51).

Ainsi dans sa conclusion, il a affirmé que le désir de s'aligner à un projet de changement ne se manifeste que lorsque l'individu reçoit en premier lieu toutes les informations possibles sur celui-ci, en passant par ses conséquences et ses bénéfices. Parallèlement, pour venir à bout d'un changement ayant engendré un conflit d'intérêt entre les décideurs d'un côté et les bénéficiaires de l'autre, il est efficace de chercher à réduire la résistance des forces au changement que d'exercer une pression contre elles. (Idem). Or, il est de notoriété publique que différentes campagnes de salubrité publique ont été lancées à Kinshasa, de manière très médiatisée avec des « tambours battants » (expression pour un lancement retentissant), en vue de permettre aux Kinois d'avoir toutes les informations suffisantes pouvant leur permettre de prendre part aux différents programmes de salubrité. Cela s'explique par des actions de sensibilisation et de gestion de la salubrité publique, en partenariat avec des leaders d'opinions tels que les pasteurs des églises de réveil et des institutions comme l'OMS, pour s'assurer de la participation des Kinois à ces différents programmes. Force est de constater que la vulgarisation dans un programme de lutte contre l'insalubrité, ne suffit pas pour susciter la participation citoyenne ou l'adhésion du public cible. Il y a nécessité de prendre en compte d'autres paramètres socio-politiques.

Si l'action publique est souvent pointée du doigt, des questions fondamentales demeurent : *quelle est la part de responsabilité de la population kinoise directement concernée ? Comment rétablir l'homéostasie adéquate qui permettrait au Pouvoir public en tant que régulateur d'une part et, population locale entant qu'usagers et bénéficiaires de l'action publique, d'autre part ? Comment surtout modifier les schèmes collectifs des Kinois sur la question de cette insalubrité continue ?* Cette réflexion propose la mise en œuvre d'un nouveau mode de gestion intégrée de la salubrité dans la Ville de Kinshasa autour d'un Plan Local et Inclusif de Développement (PLID) qui mettra en phase Autorité urbaine-Communauté Locale de Développement-Cadre Juridique & Financier- Educatif pour lutter contre le phénomène sous examen. En effet, la question de l'assainissement dans la ville de Kinshasa continue à se poser avec acuité, jusqu'à prendre des allures inquiétantes. (MPUNGU L., 2024, 33p.). Parmi les causes de cet état d'insalubrité continue de la ville, il y a d'une part, la population elle-même qui manque une culture de la gestion de déchets et qui est caractérisée d'une absence de volonté d'assainir et de garder toujours propre son environnement. (*L'enquête d'opinions menée par Lydie Mpungu en 2024 auprès de ménages de la Commune de MATETE, a mis en exergue des pratiques sociales atypiques constatées tant dans les ménages Kinois que dans d'autres espaces laissent à déplorer telles que des cours d'eau transformées en véritables lieux de décharge, ce qui crée non seulement les inondations mais des lieux de reproduction des moustiques*). D'autre part, il a aussi été constaté l'incapacité de l'autorité urbaine à réunir les conditions infrastructurelles allant des outils de travail jusqu'aux engins et voir des espaces de stockage pour une évacuation systématique aux lieux définitifs de décharge, renforcé par le contexte d'absence de sanctions correctionnelles. (MPUNGU L., *Op.cit.*, p.24). Les différents programmes de salubrité à l'instar de *Kinshasa-Bopeto, Coup de point, Salongo, Kin-Propre, etc...* ont présenté donc des limites aussi bien du côté de l'autorité urbaine que du côté des kinois. (LWANGA A. *Op.cit.*, p, 13p.). Cet état de choses nous oblige à qualifier la situation d'une déstructuration dans la coordination des rôles et responsabilités des parties impliquées. Somme toute, il y a lieu de s'interroger sur un nouveau modèle de gestion de développement durable pour résorber l'insalubrité continue à Kinshasa. Autrement dit, il s'agit de proposer une nouvelle approche de gestion pour faire face à l'insalubrité continue qui touche de la Ville de Kinshasa. Ainsi, notre double préoccupation spécifique se formule de la manière suivante :

- *Quelle nouvelle approche de gestion pour résorber l'insalubrité urbaine continue dans la Ville de Kinshasa ?*
- *Quels sont les indicateurs de performances clés qui assurent à cette nouvelle approche de gestion, son efficacité managériale ?*

La mise en œuvre d'un Plan Local et Inclusif de Développement (PLID) met en phase les actions écologiques de l'Autorité urbaine et les attentes des citoyens représentées en Communautés Locales de Développement à partir d'un Cadre Juridique & Financier- Educatif pérenne. Cette gestion s'articule autour d'une **collaboration multisectorielle** qui intègre des **infrastructures adaptées**, des programmes de **sensibilisation continue**, des politiques de redevabilités réciproques et des **instruments économiques et juridiques contraignants**.

La présente analyse se structure autour de six points dont (I) le contexte et justification de l'étude ; (II) Méthodologie du travail : (II.1) *Composantes de l'analyse PESTEL*. (II.2) *contextualisation de l'analyse PESTEL* ; (III) Cadre théorique : (III.1) *Présentation du concept de l'écosophie sociale*, (III.2) *Ecosophie et citoyenneté* ; (IV) Résultats d'analyse : (IV.1) *Problème d'Homme et manque de volonté politique*, (IV.2) *Absence de culture de redevabilité partagée*, (IV.3) *Problème de modernisation des infrastructures urbaines* ; (V) Pistes de solutions : (V.1). *Humaine et sociale*, (V.2) *Politique* (V.3). *Economique*, (V.4) *Culturel et social*. (V5) *Démographique*, (V6). *V.6. De la justice*, (V.7). *Des Infrastructures résilientes*. (VI). Proposition d'un Plan Local et Inclusif de Développement pour la lutte contre l'insalubrité continue à Kinshasa.

II. Méthodologie du travail

Pour mener à bien cette recherche, nous avons recouru à la méthode PESTEL partant du fait que nous considérons la Ville de Kinshasa comme une structure, dans le sens organisationnel du terme. Une telle approche nous semble indiquer pour d'une part, identifier les causes de l'insalubrité dans cette métropole en analysant les facteurs externes (Politiques, Économiques, Socioculturels, Technologiques, Écologiques, Légaux) qui influencent l'environnement urbain. Elle permet de structurer les causes complexes (gestion des déchets, manque d'infrastructures, comportements sociaux) en un diagnostic global qui nécessite la mise en œuvre d'un Plan Local et Inclusif de Développement (PLID) de la Ville de Kinshasa.

II.1. Composants de l'analyse Pestel (BALLESTER P., 2023, 63p.).

L'analyse Pestel est composée de 6 éléments permettant de mieux comprendre l'environnement de l'Organisation.

- Politique

Cette catégorie comprend les facteurs liés à la réglementation gouvernementale, aux politiques fiscales, aux lois et aux réglementations. Les entreprises doivent alors examiner les changements potentiels qui pourraient affecter leurs opérations commerciales. Par exemple, les budgets publics affectés à tel secteur d'activité, les nouvelles taxes applicables, les règles d'exportation (pour les entreprises internationales), En outre, la stabilité des gouvernements en

place, leur orientation politique ou encore le niveau de corruption doivent aussi être étudiés. Car cela peut impacter les décisions futures.

- Économique

Il s'agit d'une catégorie très vaste qui regroupe une multitude d'éléments, tels que : les taux d'intérêt, l'inflation, les tendances de la consommation, la croissance économique (notamment PIB ou PNB), le chômage, les fluctuations monétaires, les taux de change.... ces facteurs peuvent avoir une influence plus ou moins développée.

- Social

Cela concerne principalement les tendances démographiques, les attitudes des consommateurs, les changements culturels et les normes sociales. Cet aspect de l'analyse Pestel permet surtout de mieux comprendre sa cible. Les entreprises pourront ainsi adapter leur stratégie marketing.

- Technologique

Cet aspect est d'autant plus important depuis une vingtaine d'années, puisque les évolutions technologiques se développent à vitesse grand V. Par exemple, l'intelligence artificielle a un impact considérable sur les entreprises et leur main-d'œuvre. L'IA va-t-elle constituer un atout ou un obstacle pour ces organisations ? Quelle que soit la réponse, l'idée est d'anticiper ces changements afin d'apprendre à en tirer profit ou à se réinventer avant qu'il ne soit trop tard.

- Environnemental

Avec le réchauffement climatique, ce facteur externe prend de plus en plus de place au sein de l'analyse Pestel. En effet, il impacte directement les entreprises de tout secteur d'activité.

- Secteur alimentaire : le manque d'eau provoque des baisses de rendements pour les agriculteurs.
- Secteur textile : les consommateurs sont de plus en plus sensibilisés aux questions environnementales. Ils préfèrent alors se tourner vers des marques éco-responsables.
- Secteur énergétique : pour lutter contre le réchauffement climatique, les gouvernements mettent en place des mesures qui vont influencer les entreprises, notamment à travers une fiscalité spécifique pour les énergies.

- Légal

C'est toute la réglementation en vigueur qui impacte directement les entreprises tant privées que publiques. Bien souvent, les changements législatifs sont le résultat des éléments susmentionnés. Chaque composant de l'analyse Pestel est intrinsèquement lié. Ainsi, un même événement peut rentrer dans plusieurs catégories à la fois.

II.2. Contextualisation de notre analyse PESTEL

Dans le contexte de la présente étude qui porte sur l'insalubrité continue à Kinshasa, cette approche nous convient car, elle permet d'une part d'appréhender la Ville de Kinshasa comme une Organisation à l'instar de toute entreprise fait face à une crise environnementale récurrente qui conduit à sa faillite. Un regard critique mais non exhaustif, nous le reconnaissons, permet d'identifier non seulement les acteurs et facteurs perturbateurs mais aussi d'y apporter une analyse-solution avec un impact réel en termes de développement durable de l'Organisation « Kinshasa ». Pareille démarche ne vise pas que la rentabilité économique de la Ville étant donné que l'utilisation des déchets peuvent faire l'objet de recyclage. Par contre, elle positionne Kinshasa, comme Organisation à responsabilité sociétale qui met en place des politiques écologiques pérennes. Cette recherche relève ainsi du marketing sociétal urbain.

Pour le cas d'espèces, nous identifions en premier, quelques facteurs qui sont à la base de l'insalubrité continue à Kinshasa. Nous en cernons de deux ordres à savoir, de type humain, et (problèmes d'hommes et de volonté politique ; d'absence de culture de redevabilité partagée) d'un côté et, de l'autre, de type organisationnel lié aux questions de modernisation des infrastructures de la Ville de Kinshasa. En deuxième lieu, nous nous consacrons à une analyse thématique de ces facteurs afin d'en déceler les contours et arriver à proposer des pistes de solution. Notre analyse PESTEL aboutit à l'élaboration d'un Plan Local et Inclusif de Développement adapté à la Ville de Kinshasa.

Nous sommes bien conscients qu'il existe d'autres facteurs endogènes et exogènes qui peuvent compléter cette liste exhaustive des problèmes liés à l'insalubrité. Deux motivations nous justifient : d'abord, nous n'avons pas le temps matériel nécessaire pour entreprise une telle initiative d'une part et, d'autre part, même si nous en disposions, toute étude est d'abord un choix délimitatif que se fixe le Chercheur. Il convient de signaler également qu'une analyse documentaire nous a permis d'identifier les travaux antérieurs en rapport avec le sujet de recherche. Ce qui nous a permis d'apporter un regard nouveau sur le mode de gestion intégré des responsabilités publiques et citoyennes de la Ville de Kinshasa.

III. Cadre théorique de l'étude

La présente analyse s'inscrit dans les fondements théoriques de l'écosophie sociale tels que proposées par Félix Guattari. (BANARE E., 2014).

III.1. Présentation du concept de l'écosophie sociale

Le terme « écosophie » apparaît presque en même temps chez le philosophe norvégien Arne Naess et chez Guattari : « 'Écosophie' est composé du préfixe 'éco' que l'on trouve dans 'économie' et dans 'écologie', et du suffixe "'sophie'" que l'on trouve dans 'philosophie' (...).

La sophia n'a aucune prétention scientifique spécifique, contrairement aux mots composés de logos. Mais, toute vue de l'esprit dite « sophique », doit être directement pertinente pour l'action (...). La sophia signifie le savoir intuitif et la compréhension, plutôt que la connaissance impersonnelle et abstraite. (ANTONIOLI M., 2015, pp. 41-50).

Le préfixe « éco » renvoie à son tour au grec oïkos qui indique la maison, la maisonnée, l'habitat et, par extension, nos environnements.

D'après ce chercheur, cette approche lie étroitement l'écologie environnementale, les questions sociales (politiques, économiques) et la dimension mentale, considérant que la crise écologique est indissociable des crises humaines. Elle prône une refonte des modes de vie et de développement pour créer des "formes de vie" alternatives, valorisant les liens sociaux et naturels, et s'oppose à une vision anthropocentrique en intégrant l'humain comme partie intégrante de l'écosphère. Ainsi, l'écophilosophie sociale implique trois registres écologiques dont l'écologie environnementale, l'écologie sociale et l'écologie mentale. (ANTONIOLI M., *Op.cit*, p.45).

Félix Guattari introduira, via ce concept, le fait de repenser nos interactions sociales. Il pose que l'écologie mentale initie l'idée que nous sommes aussi le résultat d'interactions avec notre environnement, et que nous devons concevoir notre être comme au-delà des limites de notre corps physique. Ainsi, il est nécessaire de reconsidérer notre place en tant qu'humain comme composante de la biosphère, et de notre rôle à jouer dans celle-ci, tout cela dans une vision non anthropocentrique¹. (*Didactique Visuelle. Écosophie et interactions sociales. Disponible sur: <https://www.didactiquevisuelle.fr/ecosophie-et-interactions-sociales/>*). L'écologie sociale, quant à elle, se doit de revoir nos manières d'interagir dans les relations interpersonnelles au sein d'un groupe, que ce soit dans le cadre familial, celui du travail ou en milieu urbain. Il est important d'insister sur ce dernier : Guattari tente de rompre avec la dichotomie Nature/ Culture largement partagée en Philosophie. Cette confrontation donne naissance à des problèmes majeurs (ségrégations, inégalités, expansion territoriale), intrinsèquement liés au capitalisme financier et s'étant accentués au cours du XXe siècle.

Ces trois écologies doivent alors être considérées comme une unité à part entière. En vainquant la pensée anthropocentriste, l'écophilosophie sociale permet de créer un humanisme agissant pour le bien des autres, mais aussi de la nature. Une relation harmonieuse entre tous les êtres permettrait de reconsidérer nos manières de consommer, pour abandonner nos modes de production

hédonistes. Ainsi, l'écophilosophie tend à atteindre l'idée de bien commun, par une société équitable mettant en avant le dialogue interculturel et par extension l'élimination de discrimination sous toutes ses formes.

III.2. Ecosophie et citoyenneté

L'écophilosophie, ou philosophie écologique, et la citoyenneté se rejoignent dans l'**écocitoyenneté**, une approche qui fusionne conscience écologique et engagement civique pour la protection de l'environnement, transformant les citoyens en acteurs responsables de la santé de leur écosystème à travers des actions individuelles (tri, économies d'énergie) et collectives (participation démocratique, plaidoyer). Il s'agit d'une citoyenneté critique, créative et compétente, reconnaissant notre dépendance à la nature et nos devoirs envers elle et les générations futures, intégrant des principes éthiques et politiques au quotidien. (VANDELAC L. et SAUVE L., 2022). Dans la pratique, les citoyens questionnent le bien-fondé de projets peu justifiés, voire erratiques et tentent parfois de les stopper. Ils essaient aussi de modifier les cadres politiques, législatifs, évaluatifs et réglementaires pour éviter la mainmise d'intérêts privés sur le bien commun. Dans la foulée, nombre de mouvements citoyens inventent aussi d'autres façons de vivre pour habiter le territoire, ce dont témoigne le foisonnement des luttes citoyennes visant à protéger boisés et forêts, espaces nourriciers et espèces menacées pour assurer l'intégrité du vivant.

À travers cette mouvance, ponctuée de milliers d'initiatives d'éducation communautaire et environnementale, s'est peu à peu forgée une culture écologique nourrie d'apprentissages et d'expériences citoyennes, qui, au-delà de la transmission d'informations – si abondante, juste et convaincante soit-elle – permet un réel engagement dans l'action collective. (*Idem*). L'approche écocitoyenne est soucieuse de ces enjeux pressants et globaux et centrée sur la chose publique, entrevoit la cité comme l'ensemble du monde vivant pour en faire un lieu de délibération d'un monde partagé. Consciente des liens sociétés et natures, cette écocitoyenneté critique, créative et engagée, désireuse de participer à la transformation des politiques et des pratiques, invite à prendre part aux débats tout en exigeant le respect des droits d'accès à l'information, de justice environnementale et de participation publique au processus décisionnel. (*Ibidem*). L'écophilosophie sociale lie intimement la crise écologique à la crise sociale, proposant une refonte radicale des modes de vie et des rapports sociaux pour atteindre un développement durable qui dépasse les simples piliers économique, social et environnemental, en interaction avec l'environnement et la société pour créer de nouvelles formes de vie durables, solidaires et justes. (VANDELAC L. et SAUVE L., Op.cit).

IV. Résultats de l'analyse

L'analyse sur l'insalubrité continue à Kinshasa nécessite une **approche multidimensionnelle et intégrée**, opérée sur des facteurs endogènes et exogènes. Nous avons passé en revue quelques problèmes majeurs qui expliquent la réalité étudiée, en l'occurrence, l'insalubrité continue de la Ville de Kinshasa. Il s'agit de :

IV.1. Problème d'Homme et manque de volonté politique

Peu importe la taille d'une société, sa première force (richesse) reste son capital humain. L'observation de la société congolaise rend évident l'urgence d'opérer une prise de conscience collective afin de pouvoir changer les choses. Un tel processus part du soi-même c'est-à-dire, de l'individu au collectif. La puissance qui peut enclencher un changement social, émane de la responsabilité de l'Etat incarné par ses animateurs qui doivent faire montre d'une bonne volonté politique. En effet, le manque de volonté politique peut signifier l'absence entre autres, du principe de redevabilité qui caractérise pour la plupart de temps, le mode de gouvernance en République Démocratique du Congo en général et de la gestion de la ville de Kinshasa, en particulier. La gabegie financière et les détournements des deniers publics empêchent à la ville de Kinshasa de connaître son ère d'industrialisation. Cette absence de redevabilité partagée consacre alors la primauté des intérêts personnels, égoïstes des dirigeants au détriment de ceux de la population. Cette sorte de pathologie qui s'explique par un manque de volonté politique engendre l'immoralisme politique des gouvernants d'une part, et l'incivisme dans le chef des citoyens d'autre part. Ce comportement de l'Homme politique congolais ne ressemble pas à celui que nous avons appelons ici, '*Politologue*'². *

IV.2. Absence de culture de redevabilité partagée

Il est évident que la moralisation complète et totale de la vie politique est une quête fatidique et utopique dans la mesure où le mal est tellement profond et aussi, parce qu'en politique, tout est permis. Cependant, il est de bon aloi pour les acteurs étatiques de jouer à leur jeu en pensant non seulement au présent de la population mais aussi et surtout, aux générations à venir. C'est ce qui sied d'entendre par Développement Durable. Par manque d'une volonté politique ferme, les dirigeants congolais accusent certaines faillites qui sont parfois très fatales pour le bien être du souverain primaire. L'immoralisme politique frappe de plein fouet le politique (politiciens)

² Ici, Politologue est pris dans le sens d'un Homme bien outillé et spécialiste d'une question donnée dont le recours aux services peut apporter un vent nouveau au système social. Il ne faut donc pas le prendre au premier degré, c'est-à-dire, celle ou celui qui a fait des études des Sciences Politiques.

congolais. Or, la prise de conscience, la réconciliation ainsi que la moralisation de la vie politique auraient été des atouts à une volonté politique et une bonne gouvernance.

Avec un peu d'humanisme et d'altruisme pour son semblable, les acteurs politiques seront en mesure de prendre conscience et se dire que seul l'intérêt du pays qui doit primer plus que tout. Et c'est cette prise de conscience qui pourra faciliter tant soit peu la moralisation de la vie politique à tous les échelons du pouvoir à travers le pays. A ce niveau, un appel pathétique se doit d'être lancé pour un dialogue inclusif et sincère pour afin prétendre aller de l'avant. Il est désolant de devoir subir en plus de la pauvreté, la manière dont les dirigeants politiques au Congo se jettent en pâture pour des questions dont les solutions relèveraient de la sagesse, de la morale, il y a donc lieu d'affirmer la présence d'immoralisme politique.

IV.3. Problème de modernisation des infrastructures urbaines

A Kinshasa, le domaine des infrastructures tant publiques que privées (bâtiments, caniveaux, étanchés, rues, boulevards, etc.) fait face à plusieurs difficultés. Entendons-nous bien, ici il est question de démontrer le lien direct qui existe entre la responsabilité de l'Etat à mettre en place des politiques d'urbanisation moderne d'un cote, et de l'autre, le devoir de la population d'en user de manière responsable. Vieille de plus d'un siècle, la ville de Kinshasa souffre de vétusté des infrastructures et inadaptées aux normes de la modernité. Cette carence des politiques d'urbanisation est accentuée par une forte concentration des populations sur la partie Ouest et centrale de la ville de Kinshasa.

Il sied de signaler également l'avènement des constructions anarchiques sur initiatives des privées en quête des logis, violant ainsi en toute impunité, l'emprise publique contre la fluidité de l'évacuation d'eaux sur la Ville. Cette situation est à la base d'une pollution environnementale qui s'observe notamment par de graves inondations lors des fortes pluies, obligeant ces populations à se déplacer en masse. D'où la nécessité de prôner l'adaptation des infrastructures d'évacuation aussi bien des eaux que des déchets. L'entretien régulier de bien des grands-places reste un véritable défi dans bien d'endroits à travers la Ville Province de Kinshasa. Or, ces espaces publics sont très fréquentés avec risque de pollution de l'environnement, de contamination et de crise sanitaire. Somme toute, la bonne santé commence par la prévention. Pour lutter contre un tel phénomène, il faut mettre sur pied un programme efficace qui permettra d'évacuer rapidement la saleté vers des milieux appropriés, afin de les triés, recyclés, bruler ou enterrer définitivement. Par cette même occasion, curé les étanchés, construire de nouveaux infrastructures qui répondent aux normes internationales. Puisque qu'il est de bon aloi de louer certains efforts entrepris depuis l'époque du programme "Kin bopeto" à ce jour, l'on dira qu'il serait préférable que la construction des rocares (...),

caniveaux et rigoles doit être accélérer si l'on veut commencer à maîtriser un tant soit peu la problématique de l'insalubrité.

V. Pistes de solutions

La présente analyse vise un idéal qui est le développement durable par l'instauration de la culture de la salubrité urbaine. Or ce développement tant souhaité doit de prime abord faire l'objet d'une préparation minutieuse qui se soldera par l'élaboration d'un "PLID" (Plan Local et Inclusif de Développement). Dans l'optique d'encourager la démocratie participative, cette construction et/ou réinvention du mode de gestion de la société Kinois doit se faire dans une parfaite collaboration entre Pouvoir politique, Elite congolaise d'un côté, et de l'autre, les multiples forces sociales que compte le pays. Un grand nombre d'études antérieures ont démontré qu'aucun pays moderne n'a pu se développer sans avoir établi au préalable un plan de développement à suivre. Ce genre d'ambitions de gestion s'accompagne toujours d'obstacles venant de tous bords. Il y a lieu d'insister à ce niveau que l'un des éléments qui garantissent le succès d'un tel projet reste la stabilité des politiques de gestion à appliquer dans le temps sur différents axes.

Ce caractère relativement stable du PLID assurera à la Ville de Kinshasa, la pérennité des politiques saines et cohérentes de salubrité visant le développement durable. Il faudra impérativement ériger un principe selon lequel : pour qu'un "PLID" soit efficace et efficient, un délai de mise en application de 10 ans devra être observé. Dans le contexte de la Ville de Kinshasa, le "PLID" sera l'équivalence technique de la "Constitution" en ce sens que, quiconque arrive au pouvoir, devra adapter son projet de société au projet de société local et inclusif sur fond de multiples analyses. *«...l'étude de son application et l'association des idées permettent de dire que le Plan est les représentations conventionnelle d'une réalisation ou d'une entreprise future... La planification du développement est, au XXe siècle, le schéma symbolique de l'organisation d'éléments économiques et sociaux qui, avec les possibilités des techniques modernes, sont susceptibles d'apporter un mieux-être aux peuples qui, ensemble, appliquent ces programmes d'évolution réciproque. Ces relations sont bilatérales et, plus tard, elles seront multinationales ».* (HENRARD L. 1963, p.20).

Etant donné que notre proposition met un accent particulier sur l'amélioration dégradant de l'environnement à Kinshasa, plusieurs acteurs sont à tenir pour responsables dans la précarité avec laquelle vit la population de cette Ville. Ainsi, pour que le développement devienne une réalité indélébile et durable à Kinshasa, il faut rétablir un équilibre sur l'économie, le social et l'environnement. Pour ce faire, plusieurs axes structurants doivent être envisagés, en tenant compte des réalités spécifiques de la société kinois. Ces réalités sont :

V.1. Humaine et sociale

Un des enjeux réside dans le capital humain, notamment la jeunesse et la condition de la femme à Kinshasa qui compte près de 15 millions d'habitants. En effet, la RDC connaît une croissance démographique très élevée, avec un taux de fécondité parmi les plus forts au monde, ce qui engendre une population très jeune qu'il faut impérativement insérer dans le marché du travail pour éviter le chômage massif et l'exclusion fragile : un faible taux de scolarisation, une qualité d'enseignement insuffisant et un accès aux formations professionnelles. La femme congolaise, malgré un taux de participation active au travail de près de 62%, reste majoritairement cantonnée à l'agriculture et subit des violations basées sur le genre, entravant son autonomisation économique et sociale. Une transformation sociale profonde passe par une politique volontariste d'éducation citoyenne et inclusive, dans le cadre lutte contre l'insalubrité à Kinshasa.

V.2. Politique

La gouvernance politique est un élément clé pour impulser un développement durable harmonieux en tenant compte de l'aspect environnemental. En RDC, l'instabilité politique, la faiblesse des Institutions et la corruption freinent la mise en œuvre des politiques publiques effaces. Par exemple, l'insécurité tant urbaine que territoriale grandissante ainsi que la justice défaillante limitent les investissements étrangers essentiels au développement économique et global. A cette liste s'ajoute la question de l'impulsion à la citoyenneté à tenir en compte dans le processus envisagé. Il est donc plus qu'impérieux d'améliorer le climat des affaires non pas par des simples slogans mais plutôt au moyens des actions concrètes. Dans une perspective sociologique de développement, renforcer la démocratie, la transparence et la participation citoyenne est primordial. Il faut construire des institutions qui garantissent la protection des droits, favorisent la justice sociale et l'équité dans la redistribution des richesses. La qualité de la gouvernance influence directement la capacité du pays à offrir des services publics à l'instar de la santé, éducation, infrastructures et l'environnement adapté). C'est ce qui convient d'entendre par une vision idéale commune de développement de la Ville, rendue possible par un environnement économique sain.

V.3. Economique

Somme toute, la RDC est extrêmement riche en ressources naturelles (cuivre, cobalt, potentiel hydroélectrique, etc.), ce qui constitue un atout central, mais cette richesse n'a pas encore été traduite en mutagènes pour ensuite assurer un développement durable et équitable. La dépendance excessive aux industries extractives des minerais installés par des impérialistes

exposent le pays à la volatilité des marchés internationaux et à une dépendance en outrance. Selon une perspective sociologique critique, cela illustre une économie peu diversifiée et peu inclusive, génératrice de pauvreté et d'inégalités. Il est nécessaire de développer l'agriculture, les industries locales et les services pour créer des atouts économiques durables. Par exemple, en renforçant les capacités des agriculteurs et en valorisant les produits locaux, on favorise également une économie enracinée dans le tissu social.

V.4. Culturel et social.

Le développement durable doit également intégrer les dimensions culturelles et sociales de la population congolaise. La RDC est une mosaïque de peuples, de langues et chaque groupe possède son système social particulier. Le respect et la valorisation des identités culturelles sont des leviers importants pour le développement. Une politique socioculturelle qui encourage l'éducation aux valeurs citoyenne, la cohésion communautaire et la reconnaissance des savoirs locaux favorisera ipso facto une société plus résiliente et solide. Ce facteur est souvent sous-estimé, mais il nourrit le sentiment d'appartenance et la stabilité sociale.

V.5. Démographique

La forte croissance démographique pose une pression considérable tant sur les ressources et les infrastructures que sur la gestion environnementale dans la mesure où l'on ne sait reconnaître le niveau de vie d'un Humain que par la quantité des déchets qu'il dégage. Sans planification familiale accessible et sensibilisation, cette situation aggrave les difficultés dans l'accès aux services de base. Il faut mettre en exergue des programmes visant à maîtriser la croissance démographique, notamment par l'éducation des femmes et la promotion de la santé reproductive, pour mieux accompagner les transformations économiques et sociales. En un mot, il s'agit de promouvoir la couverture santé universelle dans tous ses aspects.

V.6. Justice

Tout au début, nous avons évoqué de grands penseurs comme Socrate, Aristote et autres, qui ont martelé sur l'importance d'établir une justice sociale à même de garantir un équilibre dans la cité en protégeant les faibles des forts pour ainsi favoriser l'épanouissement de toute la communauté. La justice congolaise est plus que malade et appelle à sa réforme totale et globale afin qu'elle devienne la vraie justice qui élève une nation. Cette triste réalité doit pousser l'Etat congolais à renforcer l'aspect Partenariat Public-Privé en vue de se faire accompagner, selon l'esprit de la décentralisation par certaines forces vives que compte le Pays.

Il est du devoir de tout Etat souverain de protéger sa population contre toute éventualité. Parmi lesquelles éventualités, on peut classer la question environnementale (insalubrité et les inondations). Le constat fait état des politiques publiques menées de manière à avoir aucun

impact pour les générations futures. Le cas du ‘‘Programme Gouvernement *Kin Bopeto*’’ en est un exemple. En effet, force est de constater que ce projet semblait avoir bénéficié de l’accompagnement nécessaire (ressources humaines, finances, techniques et logistiques, etc.) pour répondre aux attentes du souverain primaire. Mais en réalité, même après l’exécution d’un tel projet de développement, la question de l’insalubrité à Kinshasa, est restée inchangée. Les kinois font face à des poubelles non évacuées dans plusieurs coins névralgiques de la Ville. Il n’existe pas des sites appropriés pour déverser les déchets produits chaque jour. La pluie devient un véritable cauchemar. Sur son passage, l’eau draine plusieurs déchets tels que bouteilles en plastiques ; corps sans vie des animaux ; voire même des personnes ; déchets alimentaires, épaves des véhicules abandonnés, etc.

V.7. Des Infrastructures résilientes

Dans ce secteur de la vie nationale, tout est en urgence à cause de la vétusté et de la carence des infrastructures de qualité. Il s’agira de réhabiliter les circuits urbains d’évacuation des eaux et des déchets d’une part, de promouvoir une politique des logements sociaux qui intègre la construire des hôpitaux et centres de santé par commune pour garantir la couverture santé universelle. En même temps, il faut ouvrir des centres de formation sur le recyclage des déchets ; doté les communes d’une administration efficace pour une gestion rapprochée et participative de l’environnement. Par ailleurs, construire et aménagé des sites qui vont servir des déversoirs pour chaque commune tout en assurant une communication environnementale via les sensibilisations.

VI. PROPOSITION D’UN PLAN LOCAL ET INCLUSIF DE DEVELOPPEMENT POUR LUTTER CONTRE L’INSALUBRITE CONTINUE A KINSHASA (PLID)

Au terme de nos analyses autour de la problématique continue de l’insalubrité à travers la Ville de Kinshasa, la présente étude a le mérite de préconiser un Plan Local et Inclusif de Développement (PLID) dans le contexte de la salubrité publique. Un [Plan Local et Inclusif de Développement \(PLID\)](#) est un outil stratégique participatif visant à améliorer les conditions de vie sur un territoire en impliquant toutes les couches sociales, y compris les personnes handicapées et vulnérables. Il repose sur le principe de "ne laisser personne de côté", combinant diagnostic participatif, planification d’actions de proximité et gouvernance inclusive pour une prospérité économique, sociale et environnementale durable. (PNUD.MAGASCAR 2025). Dès lors, le présent PLID dédié à la Ville de Kinshasa s’articule de manière générale autour de :

- (1) **Elaboration des politiques pédagogiques de citoyenneté pour tous.** Il s'agira de mettre en place ou d'intégrer dans le programme scolaire des obligations des actes de citoyenneté de la base au sommet.
- (2) **Mise en place des politiques publiques d'urbanisation moderne.** Il sera question d'intégrer des nouvelles politiques de démolition des constructions anarchiques d'une part, et d'autre part, une nouvelle politique de construction des infrastructures adaptées aux exigences modernes en la matière en vue de favoriser l'extension de la vieille de Kinshasa
- (3) **Mise en place des comités locaux de proximité pour la lutte contre l'insalubrité.** Il s'agira de la création de la brigade de lutte contre l'insalubrité pour chaque commune afin de décentraliser la gestion des programmes d'assainissement de la Ville tout en favorisant la participation citoyenne.

Source : Notre analyse PESTEL

PLAN LOCAL ET INCLUSIF DE DEVELOPPEMENT PAR COMMUNE		
Vision écologique communale systématique	Orientations stratégiques	Questions phares
-Elaboration nouvelles politiques écologiques	Axe stratégique 1 : Mobilisation des ressources de la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Quelles sont les ressources (humaine, financière, matérielle ?) - Quels sont les ressources disponibles locales ? - Comment capitaliser ces ressources ?
-Identification des acteurs socio-politiques	Axe stratégique 2 : Mise en place de brigade locale de responsable écologique	<ul style="list-style-type: none"> - Quelles équipes ? - Quels critères ? - Quelles missions ? - Où les trouver ?
-Validation du cadre juridico-économique de contrôle écologique	Axe stratégique 3 : Instauration de la redevabilité partagée permanente	<ul style="list-style-type: none"> - Quels textes réglementaires en vigueur ? - Quels textes réglementaires à actualiser ?
Modernisation urbaine	Axe stratégique 4 : Renforcement et extension des infrastructures de base répondant aux besoins réels de la population	<ul style="list-style-type: none"> - Quelles infrastructures disponibles ? - Quelles perspectives urbaines écologiques ? quelle politique de réaménagement de communes
Participation éco-citoyenneté communale	Axe stratégique : Vulgarisation et sensibilisation citoyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Quelle politique d'éducation éco-citoyenneté ? - Quel suivi citoyen des initiatives publiques ? - Quelle politique de suivi des initiatives privées ? - Quel partenaire social ? - Quel degré d'implication sociale ?

CONCLUSION

A Kinshasa, l'écosophie sociale demeure entièrement à inventer pour résoudre la récurrente problématique d'insalubrité urbaine. Nous plaidons Pour. Cependant, il faudra apprendre à faire face aux corollaires de l'explosion démographique que connaît cette ville depuis quelques années et, qui semble ne pas pouvoir ni vouloir s'arrêter. En effet, Kinshasa connaît une croissance démographique exponentielle, avec une population estimée à plus de 18 millions d'habitants en 2025. Cette expansion rapide exerce une pression énorme sur ses infrastructures existantes, rendant difficile la planification et l'extension des services de base. Partant d'un tel état de choses, il y a lieu de se demander de quelle manière commencer à créer une nouvelle écologie sociale qui permette de repenser la ville de Kinshasa comme espace urbain écosophique assaini. Envisager une telle démarche nécessite l'entrelacement de créations diverses mais une intention peut être repérée comme base commune de ce projet: la promotion d'un agir créatif qui intègre une collaboration multisectorielle, intégrant des infrastructures adaptées, une sensibilisation continue, une participation citoyenne, des instruments économiques et juridiques contextuels (taxation, sanctions), et des stratégies globales incluant prévention, réduction, recyclage, et traitement efficace des déchets.

En effet, l'agir créatif pour un environnement sain implique une synergie entre citoyens et pouvoirs publics, où les citoyens innovent par des pratiques écologiques (réduction, réemploi, énergies renouvelables) et des initiatives citoyennes (transition, écocitoyenneté), tandis que les pouvoirs publics légifèrent (Loi Climat), élaborent des politiques (développement durable, gestion des ressources) et soutiennent ces actions (subventions, conventions citoyennes), créant un dialogue constant pour transformer les problèmes sociaux en solutions concrètes et durables à travers des échelles locales, nationales et mondiales... (LUBART T. et al., 2015, pp. 87-109). Ainsi, lorsque ce sont les citoyens qui sont à la base de réponses créatives à des problèmes de salubrité qui les concernent, ils augmentent leur capacité d'agir, ils construisent des liens sociaux et ils reconstruisent leur identité sociale. Leur appartenance au projet devient ainsi un atout et un objet d'action collective et de mobilisation sociale.

Dans sa principale conclusion, après avoir passé au crible les différents problèmes qui expliquent la continuité de l'insalubrité de la Ville de Kinshasa, l'étude préconise la mise en œuvre urgente d'un Plan Local et Inclusif de Développement (PLID) dans le contexte de la lutte salubrité publique afin d'aligner des actions écologiques de l'Autorité urbaine(l'autorité politique) et les aspirations des citoyens représentées en Communautés Locales de Développement à partir d'un Cadre Juridique & Financier- Educatif pérenne. Cette gestion s'articulera autour d'une collaboration multisectorielle qui intègre des infrastructures adaptées (politique d'extension de la Ville de Kinshasa vers la partie est), des programmes de sensibilisation continue

(participation des différentes forces vives de la société), des politiques de redevabilités réciproques et des instruments économiques et juridiques contraignants (responsabilités gouvernementales). L'étude recommande la promotion de la culture de l'écosophie sociale pour tous constituera le leitmotiv du développement durable dans la ville de Kinshasa. Elle propose également aux acteurs politiques commis à la mise en place des politiques de gestion, d'opérer une rupture radicale qui se présente comme une refonte radicale des modes de vie et des rapports sociaux des Kinois pour atteindre un développement durable qui dépasse les simples piliers économique, social et environnemental, en interaction avec l'amour de l'environnement et la prise de conscience du rôle de l'humain pour créer de nouvelles formes de vie durables, solidaires et justes.